

LES LEVIERS D'INFLUENCE RUSSE DANS LE CAUCASE DU SUD

Régis GENTÉ

Journaliste, spécialiste de l'ancien espace soviétique

RÉSUMÉ

La Russie utilise une large palette de leviers d'influence dans les ex-républiques soviétiques d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie. Mais ne parvenant plus à séduire les peuples du Caucase du Sud, région qu'elle considère comme éminemment stratégique depuis qu'elle en a entrepris la conquête au début du XIX^e siècle, sa stratégie d'influence est essentiellement fondée sur la puissance militaire (*hard power*). Elle ne parvient quasi pas à développer son *soft power* en Transcaucasie et a donc surtout recours à des leviers d'influence qui relèvent *in fine* de la contrainte : exploitation des situations de conflit dans les provinces sécessionnistes du Haut-Karabagh, de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, oligarques d'origine caucasienne « tenus » par le Kremlin, prix de l'énergie et notamment du gaz variable selon la qualité des relations entre Moscou et les capitales de la région, etc. Cela entraîne la Russie dans un cercle vicieux où, pour conserver sa sphère d'influence dans le Caucase du Sud, elle y use de toujours plus de contrainte, devenant ainsi de moins en moins attractive. Les méthodes qu'elle utilise sont bien connues et éprouvées, ce qui fait de cette région un laboratoire important à observer.

SOMMAIRE

Introduction	2
Les leviers d'action traditionnels de la Russie	3
L'Arménie, un terrain conquis à reconquérir	5
L'Azerbaïdjan, un régime en quête de protection	9
La Géorgie, l'indocile en quête de « normalisation »	12
Conclusion : la menace comme aveu d'impuissance ?	16

INTRODUCTION

Depuis l'éclatement de la crise en Ukraine à la fin de l'année 2013 et l'intervention russe en Syrie en septembre 2015, Moscou s'intéresse moins au Caucase du Sud. Les dirigeants russes semblent accaparés par ces deux foyers de tension majeurs, qui leur permettent d'affirmer un statut de grande puissance mondiale et de façonner leur environnement de sécurité au mieux des intérêts russes. Ce sentiment de moindre intérêt russe pour la Transcaucasie est partagé par de nombreux responsables et observateurs politiques arméniens, azerbaïdjanais ou géorgiens, qui redoutent le jour où le Kremlin portera à nouveau pleinement son attention sur leur pays.

Ils expriment cette crainte parce qu'ils se souviennent aussi que leur région est perçue comme éminemment stratégique par la Russie depuis deux siècles, la conquête de l'isthme ponto-caspien à partir de la fin du XVII^e siècle constituant un moment fondateur de la définition de son aire géopolitique. Après la chute de l'URSS, Moscou a considéré l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie comme son « étranger proche » et revendiqué un « droit de regard » sur les décisions prises par ces républiques devenues indépendantes¹. Depuis, la Russie n'a cessé d'y déployer son arsenal politique, diplomatique ou sécuritaire, recourant parfois à la force militaire. C'est au Caucase du Sud que l'armée de la Russie post-soviétique est pour la première fois intervenue hors de ses frontières, avec la guerre en Géorgie de l'été 2008. Cette incursion a eu lieu quelques mois après le sommet de l'OTAN à Bucarest au cours duquel les pays membres ont déclaré que la Géorgie et l'Ukraine « deviendraient membres de l'OTAN » (point 23)².

L'avenir des relations avec la Russie suscite d'autant plus d'inquiétudes dans la région que l'on y observe moins de détermination des partenaires occidentaux à s'y impliquer, notamment des États-Unis. Après un fort engagement à partir de 1991, où Washington a poussé des compagnies américaines et européennes à investir dans les hydrocarbures azéris tandis que l'OTAN lançait le Partenariat pour la paix³, l'année 2008 a représenté une rupture de cette dynamique. La guerre russo-géorgienne a été perçue par nombre de pays occidentaux comme le signal selon lequel il ne faut pas provoquer un Kremlin prêt à tout pour empêcher l'UE et l'OTAN de s'implanter à ses portes⁴. Le Partenariat oriental proposé par l'Europe à six ex-républiques soviétiques dont celles du Sud-Caucase était conçu par la plupart des capitales du Vieux Continent comme une alternative à l'adhésion à l'UE⁵.

1. Elias Götz, « [Putin, the State, and War: The Causes of Russia's Near Abroad Assertion Revisited](#) », *International Studies Review*, 19:2, juin 2017, p. 228-253.

2. https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_8443.htm?mode=pressrelease - Rappelons aussi par exemple que le 21 novembre 2011, à Tskhinvali (« capitale » de l'Ossétie du Sud), Dmitry Medvedev, alors président de la Fédération de Russie, [expliquait](#) : « Si nous avions hésité en 2008, la situation géopolitique serait différente et plusieurs pays qui ont fait l'objet de tentatives pour les attirer artificiellement au sein de l'Alliance de l'Atlantique nord en feraient probablement partie maintenant. »

3. Programme de coopération que les trois pays du Sud-Caucase rejoignent en 1994, en même temps que la Russie.

4. Asmus Ronald, *A Little War That Shook the World: Georgia, Russia, and the Future of the West*, Palgrave Macmillan, 2009, 272 p.

5. Lors de sa tournée de mai 2014 dans le Sud-Caucase, François Hollande avait expliqué à Bakou, Erevan et Tbilissi que ce « partenariat » n'était dirigé « contre personne » (sous-entendu la Russie) et visait à ce « qu'ils puissent décider librement de leur avenir ». Cependant, la presse avait moins relevé que le président français avait insisté sur

Enfin, le *reset* des relations entre Washington et Moscou par M. Obama augurait le repli des États-Unis, tandis que le pays amorçait son « pivot asiatique ». La crise financière globale a par ailleurs contraint les grandes puissances à se concentrer sur des problématiques internes. Depuis, M. Poutine enchaîne les succès géopolitiques, comme au Moyen-Orient ou en ralliant à sa vision du monde beaucoup de dirigeants politiques étrangers, et l'implication de son pays en Ukraine (annexion de la Crimée et conflit du Donbass) ont laissé aux Caucasiens le sentiment d'être désormais seuls face au grand voisin du Nord.

Ces perceptions sont primordiales pour comprendre comment la Russie assoit aujourd'hui son influence au Caucase du Sud, où elle recourt à des leviers qui ne relèvent à proprement parler ni de l'usage de la force, ni du pouvoir d'attraction. Cela vient de ce que les populations caucasiennes croient en leur destin national et nourrissent une défiance envers l'ex-puissance coloniale, privant largement celle-ci des moyens traditionnels du *soft power*. Observateurs et responsables politiques caucasiens répètent très souvent que l'approche russe résulte d'une arrogance impériale, forgée pendant la conquête de la région entamée à partir du début du XIX^e siècle, et d'une culture politique privilégiant les rapports de force.

Cette note décrit les principaux leviers que Moscou mobilise aujourd'hui pour exercer son influence au Sud-Caucase. Il n'y a guère de critères objectifs permettant de mesurer l'importance d'un levier d'influence, aussi nous nous fions d'abord aux analyses de nos contacts privilégiés dans les pays concernés, qu'ils soient des sources gouvernementales ou des observateurs bien informés. Nous nous appuyons aussi autant que possible sur des documents officiels, tels que des données économiques, des rapports annuels de services de sécurité et des dossiers judiciaires.

LES LEVIERS D'ACTION TRADITIONNELS DE LA RUSSIE

Le Caucase du Sud représente un exceptionnel terrain d'observation. La variété des liens que Moscou y entretient, allant du « partenariat stratégique » avec l'Arménie à l'absence de relations diplomatiques avec la Géorgie, offre une large gamme de leviers à analyser. On y voit à l'œuvre une pratique centrale de la Russie de M. Poutine : la mise en concurrence de divers acteurs pour apporter à l'État et au régime ce qu'ils réclament. D'où une grande variété et flexibilité des organes impliqués : administration présidentielle, ministère des Affaires étrangères, ministère de la Défense, FSB⁶, GRU⁷, agences gouvernementales (culturelles, sanitaires, etc.), médias, oligarques proches du Kremlin, entreprises publiques, etc.

le fait que le Partenariat oriental était une alternative à l'adhésion à l'UE. En juillet 2016, un « [rapport d'information](#) » du Sénat français confirmait cette position de Paris : « La politique du PO est distincte du processus d'élargissement et elle ne saurait s'y substituer, même si elle peut dans certains cas, constituer une première étape vers la candidature » (« Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires européenne sur le Partenariat oriental », n° 797, juillet 2016).

6. *Federalnaïa Sloujba Bezopasnosti* : Service fédéral de sécurité.

7. *Glavnoïe Razvedyvatel'noïe Upravleniye* : Direction générale des renseignements (GRU) de l'état-major des forces armées de la Fédération de Russie.

Les dirigeants russes disposent de nombreux leviers d'action au Caucase du Sud. Le premier et le plus puissant d'entre eux a certainement été d'encourager le sécessionnisme et/ou d'en exploiter politiquement les résultats. Au moment de l'effondrement de l'Union soviétique, plusieurs conflits y ont éclaté dans un contexte de nationalisme ethnique qui s'était envenimé à compter de la fin des années 1970. Cela a d'abord été celui du Haut-Karabagh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan (1988-1994), puis ceux de Géorgie, en Ossétie du Sud (janvier 1991 – juin 1992) et en Abkhazie (août 1992 – septembre 1993). Dans ces deux derniers, Moscou semble avoir joué un rôle déclencheur. Le contexte régional est aussi celui des deux guerres d'indépendance de Tchétchénie (1994-1996 et 1999-2009). Cependant, l'armée russe est rentrée dans les casernes, bien que la menace du recours au *hard power* soit régulièrement brandie. Ainsi les troupes russes posent régulièrement des barbelés autour du territoire de la région sécessionniste géorgienne de l'Ossétie du Sud ou procèdent à des manœuvres militaires médiatisées dans le Caucase du Nord.

Quant au *soft power* russe dans la région, il est déficient pour les raisons exposées précédemment. Par *soft power* nous entendons ici ce que Joseph Nye, inventeur du concept, définit comme la capacité d'un État à séduire et persuader un autre sans user de la force ou de la coercition⁸. Nye précise que le « *soft power* n'est pas exactement la même chose que l'influence⁹ », le second pouvant « également reposer sur le *hard power* des menaces ou des transactions [financières]¹⁰ ».

La Russie privilégie des moyens détournés pour renforcer son influence et son statut dans la région : il s'appuie sur des oligarques ayant fait fortune en Russie pour influencer les décisions politiques, exerce des pressions sur les gouvernements en augmentant ou en baissant les tarifs du gaz selon la qualité des relations, promulgue des embargos sur les exportations de produits agricoles, diffuse ses informations et fausses informations dans la presse et les médias sociaux locaux, ouvre ou ferme son marché du travail aux migrants caucasiens, etc.

La Russie s'appuie aussi sur les liens que le patriarcat de Moscou entretient avec les Églises locales, notamment l'Église orthodoxe de Géorgie. Ces leviers d'influence russes sont potentiellement déstabilisateurs. En témoignent la colère provoquée en Géorgie en juin 2019 après qu'un député communiste russe s'est assis sur le siège du président du Parlement national pour diriger une séance de l'Assemblée interparlementaire sur l'orthodoxie. Sergueï Gavrilov, représentant de l'ex-puissance coloniale, est allé trop loin, son geste ayant en outre, pour ses détracteurs, trahi l'usage que Moscou fait de l'orthodoxie.

L'observation des agissements de la Russie dans le Caucase du Sud est aussi riche d'enseignement pour les pays n'appartenant pas à l'ex-URSS. Les leviers mobilisés par la Russie s'appuient certes sur des personnes, des organes ou des réseaux hérités de l'URSS. Mais beaucoup sont utilisés au-delà de l'ancien espace soviétique où, par exemple, Moscou a aussi recours à des oligarques qui lui rendent des services¹¹, s'appuie sur la diaspora

8. Joseph S. Nye, *Bound to Lead*, Basic Books, 1990, 336 p.

9. Joseph S. Nye, *Soft Power: The Means To Success In World Politics*, Public Affairs, 2005, p. 6.

10. *Ibid.*

11. C'est ce que montrent par exemple diverses enquêtes à propos du roi de l'aluminium Oleg Deripaska. Il déclarait lui-même en 2007 au *Financial Times* : « *I don't separate myself from the state. I have no other interests.* »

russophone ou trouve des relais d'influence dans l'opinion pour saper la confiance dans les régimes en place. Il s'agit souvent de vieilles recettes concoctées à l'époque soviétique. Les pratiques de « guerre hybride » volontiers décrites comme « nouvelles » sont en réalité souvent anciennes. Celles que l'on observe dans le Donbass par exemple sont très proches des procédés utilisés dans les conflits sécessionnistes du Caucase voilà trente ans¹².

L'ARMÉNIE, UN TERRAIN CONQUIS À RECONQUÉRIR

Population	2,9 millions d'habitants.
PIB	- 12,4 Mds \$. - 4 212 \$ par habitant par an.
Relations avec la Russie	- Relations diplomatiques : ambassades, consulats généraux. - Membre de l'Union économique eurasiatique (UEE), CEI, OTSC. - Militaire : 102 ^e division russe de Gyoumri (3 500 hommes) ; escadron aérien d'Erebouni ; 4 500 gardes-frontières russes postés aux frontières avec la Turquie et l'Iran.
Échanges commerciaux avec la Russie	- 26 % des échanges de l'Arménie (1,9 Mds \$), soit 27,6 % des exportations et 25,3 % des importations arméniennes.
Énergie	- 85 % du gaz consommé en Arménie est russe. - Moscou contrôle la centrale nucléaire de Metsamor, celle thermique de Hrazdan ou la cascade hydroélectrique de Sevan-Hrazdan.
Migration	- Migrants du travail 2019 : 210 000 enregistrés en Russie (634 000 citoyens arméniens entrés en Russie). - Recensement russe 2010 : 1,1 million d'Arméniens ethniques. - <i>Remittances</i> 2019 : 1,4 Mds \$ en provenance de Russie (45 % du total) - 11,6 % du PIB arménien.

L'Arménie est le seul pays transcaucasien à avoir un « partenariat stratégique » avec Moscou. C'est aussi le seul à héberger une base militaire russe, à faire garder ses frontières avec la Turquie et l'Iran par son allié, à être membre de l'Union économique eurasiatique (UEE)¹³, de la Communauté des États indépendants (CEI)¹⁴ et de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC)¹⁵. Les dirigeants arméniens estiment que leur pays fait face à des menaces existentielles de la part de la Turquie qui ne reconnaît toujours pas le génocide de 1915 et de celle de l'Azerbaïdjan avec qui elle est en conflit au sujet du Haut-Karabagh, et que seule la Russie peut assurer sa sécurité. En retour, l'Arménie lui offre un précieux ancrage stratégique en lui permettant notamment de stationner des troupes dans l'isthme caucasien et aux portes du Moyen-Orient.

12. Cela nous a frappé en 2014-2015 lorsque nous avons enquêté sur les méthodes employées au Donbass pour créer les entités sécessionnistes de Donetsk et Lougansk. Ces méthodes se sont avérées avoir une histoire centenaire. Régis Genté, « [Donbass : le Kremlin à la manœuvre](#) », *Politique Internationale*, n° 150, hiver 2016.

13. L'Union économique eurasiatique, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015, comprend aujourd'hui la Russie, le Belarus, le Kazakhstan, l'Arménie et le Kirghizstan. Elle est devenue un projet clé de M. Poutine à l'occasion de son retour à la présidence de la Russie en 2012.

14. Communauté des États indépendants, créée le 8 décembre 1991 pour garder une sorte d'unité des républiques de l'URSS. Elle comprend neuf des quinze ex-républiques soviétiques.

15. Organisation du traité de sécurité collective : organisation politico-militaire créée en 2002 et regroupant la Russie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan.

La vulnérabilité de l'Arménie et ses relations conflictuelles avec ses voisins constituent la base d'une relation très forte entre Moscou et Erevan. Pendant longtemps le Kremlin n'a donc pas jugé nécessaire de se doter de leviers d'influence en Arménie, d'autant entre autres que les remises d'argent des migrants du travail contribuent pour près de 12 % du PIB du pays. La Russie s'y est crue en terrain conquis, au point de heurter les Arméniens qui se sont émus que Moscou fournisse des armements à l'ennemi azerbaïdjanais, les mette en demeure d'adhérer à l'UEE fin août 2013 ou soustraie à la justice arménienne un soldat russe qui avait assassiné toute une famille de Gyumri (2015).

Une « crise de confiance » s'est installée¹⁶ depuis une dizaine d'années. Un institut de sondage a démontré cette baisse continue du soutien dont dispose la Russie en Arménie. À la question « Quel est le meilleur ami de l'Arménie ? », la Russie recevait 93 % des suffrages en 2009, 81 % en 2011, 83 % en 2013, 75 % en 2015 et 63 % en 2017¹⁷. Aucun moyen de *soft power* n'ayant été développé en Arménie, Moscou a dû se doter de nouveaux leviers d'influence qui relèvent davantage de la contrainte. Le premier d'entre eux est le Haut-Karabagh, la Russie ayant un énorme poids pour faire respecter un équilibre des forces favorable à l'Arménie depuis le cessez-le-feu de 1994. Cette question a repris de l'importance avec la « Révolution de velours » de 2018, laquelle a porté au pouvoir une équipe qui est, sans le dire ouvertement, réfractaire à l'influence politique et idéologique russe. Nombre des « révolutionnaires » arméniens ont longtemps évolué dans les ONG internationales, comme le secrétaire du Conseil de sécurité Armen Grigorian qui a dirigé des programmes entre 2012 et 2018 à Erevan pour Counterpart International Inc. puis pour le centre anti-corruption de Transparency International.

La prudence de Moscou pendant la « Révolution de velours »

La « Révolution » du printemps 2018 a inquiété le Kremlin, d'autant que son leader Nikol Pachinian avait plaidé quelques années plus tôt pour que l'Arménie sorte de l'Union économique eurasiatique (UEE). Mais retenant sans doute la leçon de l'Ukraine, où sa réaction lui a aliéné une grande partie de la population, Moscou a agi avec retenue en Arménie. De leur côté, les « révolutionnaires » ont fait en sorte que leur mouvement demeure concentré sur des questions intérieures, comme la lutte contre la corruption, et ne soit pas tourné contre Moscou.

Dans ce contexte incertain, un oligarque arménien de Russie, Samvel Karapétian, est apparu à la manœuvre. Sans doute tentait-il au passage de défendre les intérêts de son groupe, Tashir. Il a proposé que Karen Karapétian (aucun lien de parenté avec lui) qui avait été Premier ministre (2016-2018) et avait dirigé la filiale de Gazprom en Arménie, redevienne chef du gouvernement. Mais il était trop tard. Le 26 avril, trois jours après la démission de

16. Richard Giragosian, « [Soft power in Armenia: Neither soft, nor powerful](#) », European Council of Foreign Relations, 12 août 2015.

17. « Caucasus barometer » ([online datasets](#)).

Serge Sarkissian du poste de Premier ministre¹⁸, Karen Karapétian faisait savoir qu'il avait eu un entretien avec M. Poutine. Ainsi le Kremlin faisait connaître ses lignes rouges : tout devait se dérouler selon la Constitution et avec le parlement en place qui a été élu frauduleusement en 2017¹⁹, mais qui est aux mains d'un Parti républicain acquis au Kremlin.

Ces injonctions rendaient improbable l'arrivée au pouvoir de Pachinian. Mais fort d'un immense soutien populaire, celui-ci a persévéré tout en rassurant Moscou. « Si je suis élu, l'Arménie restera membre de l'Union économique eurasiatique et de l'Organisation de sécurité collective », expliquait-il le 1^{er} mai, une semaine avant d'être nommé Premier ministre. Depuis, M. Pachinian a donné de multiples gages de conservation des orientations géopolitiques et sécuritaires d'Erevan.

L'instrumentalisation du conflit dans le Haut-Karabagh

Pour l'immense majorité des observateurs de l'Arménie, « le conflit du Karabagh reste le levier le plus simple pour peser à la fois sur l'Arménie et l'Azerbaïdjan²⁰ ». Moscou sait qu'il n'y a rien de plus important pour les Arméniens que d'assurer leur sécurité et de conserver cette région enlevée à l'Azerbaïdjan au terme de la guerre de 1988-1994.

Erevan comprend qu'elle ne peut garder le Haut-Karabagh que si Moscou le lui permet. Sans pouvoir décider seule du sort de la province, la Russie peut au moins faire pencher la balance en armant plus un côté que l'autre et en le soutenant politiquement. La question est si cruciale pour chaque Arménien, tant la reprise de cette province à des « Turcs » représente pour eux une revanche sur l'histoire, que Moscou a à peine besoin d'agiter le chiffon rouge pour se faire entendre. En ce sens, le soutien russe va au-delà du simple usage du *hard power*.

Ce soutien sécuritaire permet au Kremlin de décliner d'autres leviers pour influencer Erevan. Tout l'enjeu pour l'Arménie est, comme l'écrit le spécialiste du Caucase du Sud Laurence Broers, de « tronquer l'asymétrie avec l'Azerbaïdjan²¹ », pays trois fois plus peuplé qu'elle et au PIB quatre fois plus élevé. Son alliance avec Moscou accroît sa dépendance à son égard sur le plan militaire et économique : « la Russie détient un quasi-monopole sur les livraisons d'armes à l'Arménie, qui [en retour] a un accès privilégié aux marchés d'armes russes et les achète à prix réduit. [...] Cet accès préférentiel, combiné à une posture défensive et dissuasive, compense le pouvoir d'achat supérieur de l'Azerbaïdjan²² ».

Les accords bilatéraux directs entre l'Arménie et la Russie impliquent pour Erevan un « alignement avec une plus grande puissance » et pour Moscou d'exercer une force de

18. Après deux mandats présidentiels et ne pouvant en briguer un troisième, il avait fait changer la Constitution pour donner au régime un tour plus parlementaire et garder le pouvoir en tant que Premier ministre.

19. Ainsi, le [rapport final de la mission d'observation l'OSCE](#) souligne-t-il que : « *The campaign was tainted by credible and widespread allegations of vote-buying, pressure on public servants including in schools and hospitals, and of intimidation of voters to vote for certain parties. This contributed to an overall lack of public confidence in the electoral process and raised concerns about voters' ability to cast their votes free of fear of retribution.* »

20. Richard Giragosian, « Soft power in Armenia... », *op. cit.*

21. Laurence Broers, *Armenia and Azerbaijan: Anatomy of a rivalry*, Edinburgh University Press, 2019, p. 202.

22. *Ibid.*, p. 202-204.

dissuasion. Or la position de Moscou a évolué en une relation de donnant donnant avec Erevan, la menaçant *de facto* par ses ventes d'armement sophistiqué à l'Azerbaïdjan dont le budget Défense 2019 représentait 60 % du budget national arménien. Cette approche transactionnelle donne à la Russie des leviers sur la politique des deux belligérants, mais elle affaiblit du même coup sa position auprès d'Erevan. Une partie des 77 Arméniens tués pendant la « guerre des quatre jours » du Haut-Karabagh d'avril 2016 l'ayant été par des armes russes, nombreux sont ceux qui, en Arménie, se demandent dans quelle mesure on peut se fier à un « partenaire stratégique » qui fournit des armes à l'ennemi.

L'activation des leviers économiques

Le manque de *soft power* combiné au sentiment d'être en terrain conquis a conduit le pouvoir russe à faire de l'économie un outil pour peser sur les décisions d'Erevan. Depuis une vingtaine d'années, la Russie a pris le contrôle de nombreux actifs économiques stratégiques arméniens dans différents domaines, comme l'énergie, les chemins de fer ou les télécommunications.

Le contrôle du commerce du gaz apparaît comme le plus puissant de ces leviers. Il n'est pas anodin que Karen Karapétian, l'ancien directeur de la filiale arménienne de Gazprom, soit devenu Premier ministre en septembre 2016. Souvent, les moments de tension entre les deux capitales font que le prix du gaz est remis sur le devant de la scène, dans un commerce où la Russie a toujours tenté de conserver un quasi-monopole bien qu'il ne soit pas rentable pour Gazprom (faibles volumes, 2,1 Mds m³ en 2019, et prix subventionné²³).

Après la « Révolution de velours » de 2018, les points de tension se sont multipliés entre le Kremlin et la nouvelle équipe dirigeante arménienne. Les frictions ont concerné l'arrestation de l'ancien président Robert Kotcharian (1998-2008)²⁴ pour sa responsabilité dans la mort de dix manifestants le 1^{er} mars 2008 et l'inculpation de Youri Khatchatourov pour les mêmes faits (alors que l'intéressé était encore secrétaire général de l'OTSC). Elles sont aussi liées à l'enquête sur la corruption au sein de la filiale arménienne de Gazprom. À la fin de l'année 2018, une source dans l'entourage de M. Pachinian nous confiait que Moscou « allait augmenter le tarif du gaz pour envoyer le signal qu'il vaut mieux mettre un frein à ces procédures ». Au début de l'année 2019, les 1 000 m³ de gaz passaient en effet de 150 à 165 dollars. Une nouvelle hausse était évoquée depuis le début 2020. Le 21 avril 2020, le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov rappelait que « les prix du gaz deux trois fois au-dessous du prix du marché » ne sont pas un dû mais une « mesure politique »²⁵.

23. L'énergie est une « arme » que Moscou utilise dans la plupart des autres ex-républiques soviétiques, comme en Biélorussie où la vente de brut russe pour y être raffiné représentait jusqu'à l'an passé une forme de subvention.

24. Très proche du pouvoir russe.

25. Vidéoconférence pour le Fonds pour la diplomatie publique Alexander Gorshakov : <https://www.youtube.com/watch?v=wtb2Qo2c7Hg> (après 1'17''55).

L'AZERBAÏDJAN, UN RÉGIME EN QUÊTE DE PROTECTION

Population	9,9 millions d'habitants.
PIB	- 46,9 Mds \$. - 4 721 \$ par habitant par an.
Relations avec la Russie	- Relations diplomatiques : ambassades, consulats généraux. - L'Azerbaïdjan est membre de la CEI.
Échanges commerciaux avec la Russie (2018)	- 8,2 % des échanges de l'Azerbaïdjan (2,5 Mds \$), soit 3,3 % des exportations et 16,4 % des importations azerbaïdjanaises.
Énergie	- Échanges quasi inexistants, le pays disposant de ressources importantes.
Migration	- Migrants du travail 2019 : 195 000 enregistrés en Russie (694 000 citoyens azéris entrés en Russie). - Recensement russe 2010 : 603 000 d'Azéris ethniques. - <i>Remittances</i> 2017 : 0,6 Mds \$ en provenance de Russie (50 % du total) - 2,7 % du PIB azerbaïdjanais.

Grâce à ses revenus du pétrole et du gaz, l'Azerbaïdjan, pays riche en hydrocarbures, semble mieux armé que ses voisins pour résister à Moscou. Il peut refuser ses invitations à entrer dans les organisations qu'elle parraine. Il demeure membre de la CEI, mais est sorti de l'OTSC en 1999 et ne répond pas aux appels du pied pour adhérer à l'UEE. Depuis son indépendance, le pays a bénéficié du soutien géopolitique que les pays occidentaux, en particulier les États-Unis, lui ont accordé. Il a su tirer parti du « contrat du siècle » de 1994, à savoir la signature avec onze entreprises internationales d'un accord pour l'exploitation des champs pétroliers d'Azeri, Chirag et Gouneshli en mer Caspienne. L'indépendance budgétaire de l'Azerbaïdjan constitue la base de sa souveraineté nationale.

Sous l'impulsion d'Heydar Aliev, le père de l'actuel chef de l'État qui a dirigé le pays de 1993 à 2003, Bakou mène une politique d'équilibre entre la Russie et les pays occidentaux. Il continue de donner de sérieux gages à Moscou²⁶ : 10 % des parts d'« Azeri-Chirag-Gouneshli » ont été offerts à la société pétrolière Lukoil²⁷ ; le pays a adhéré dès 1993 à la CEI et se tient à distance des organisations militaires ou économiques occidentales.

Si Bakou vend son pétrole et son gaz dans les pays occidentaux, ce qui a conduit à la construction de deux oléoducs et un gazoduc courant à travers la Transcaucasie, jamais le régime n'a été jusqu'à « adopter des valeurs occidentales²⁸ ». Ce point, dont on souligne trop rarement le sens géopolitique, offre à Moscou son plus important levier d'influence en Azerbaïdjan. La Russie, qui ne « lâche » pas les régimes amis et de même nature que le sien²⁹, s'avère le garant du pouvoir azerbaïdjanais, dont la fragilité tient à son autoritarisme et à la corruption qui le mine.

26. Zaur Shiriyev, « [Azerbaijan's Relations with Russia Closer by Default?](#) », Chatham House, Research paper, mars 2019.

27. Bakou lui a permis d'acheter ces parts afin que les intérêts de Moscou soient représentés dans le consortium. Certes, cela ressemblait à un lot de compensation.

28. *Ibid.*

29. Nous pourrions tracer une ligne allant des interventions russes pendant le « printemps des peuples » de 1848 (Hongrie, Valachie) au « printemps arabe » (Syrie, 2015), en passant par l'écrasement de « l'insurrection de Budapest » (1956) et du « printemps de Prague » (1968).

Le « club des milliardaires »

En 2013, les relations entre Bakou et Moscou se sont tendues pour deux raisons. Ilham Aliev a non seulement refusé de renouveler le contrat de location de la base militaire radar de Gabala, que les Russes occupaient depuis dix ans, mais il a aussi décliné l'offre de Moscou de rejoindre l'Union économique eurasiatique. L'Azerbaïdjan est cependant resté membre du Partenariat oriental de l'Union européenne, mais n'a pas, par la suite, signé d'accord d'association ni de libéralisation économique DCFTA avec l'UE, comme la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine³⁰.

M. Poutine a donc envoyé un signal à M. Aliev. Ce signal a été la constitution du « club des milliardaires », à savoir un groupe d'Azerbaïdjanais ayant fait fortune en Russie, à la fois dépendants du Kremlin et ayant quelque assise dans la mère patrie. Ce « club » a affiché des velléités de présenter un candidat à l'élection présidentielle de l'automne 2013. Il a choisi le scénariste Roustam Ibragimbekov, très introduit dans les cercles dirigeants russes. Cette candidature n'avait aucune chance d'aboutir, car elle était perçue dans la population comme un projet russe. Néanmoins, elle a suffi au Kremlin pour faire passer le message, comme le montre la suite.

Comme son père, Aliev fils veille à ne pas irriter Moscou. Le 13 août 2013, il accueille M. Poutine à Bakou pour une visite officielle, tandis que deux bâtiments de guerre russes mouillent dans le port de la ville. À cette occasion, M. Aliev paraphe l'achat de trois milliards d'euros d'armement russe. La transaction permet au passage de tenir éloignée l'armée azerbaïdjanaise des standards de l'OTAN. Deux semaines plus tard, Ibragimbekov a retiré sa candidature, tandis que le pouvoir arménien, craignant un déséquilibre militaire qui pourrait lui faire perdre le Haut-Karabagh, a rejoint l'Union eurasiatique et renoncé à la signature d'un accord d'association avec l'UE.

Le soutien personnel du dirigeant

Le soutien à un régime, précisément du fait de sa nature, est rarement considéré comme un levier d'influence. Cela apparaît peu dans la littérature consacrée à l'Azerbaïdjan. C'est pourtant le premier que citent nombre d'observateurs azerbaïdjanais lorsqu'on leur demande d'énumérer les leviers dont Moscou fait usage dans leur pays. Pour beaucoup d'entre eux, c'est un point clé qui est devenu manifeste en 2014.

Dès 2009, le pouvoir azerbaïdjanais s'est inspiré de la législation russe pour contrôler les ONG qui dénonçaient la corruption du régime, la violence de la police et l'absence de retombées de la manne pétrolière pour le peuple. Les révolutions arabes et, en particulier, le renversement en février 2011 du président égyptien Hosni Moubarak, dont la famille était amie avec celle d'Aliev, ont rendu le régime très nerveux. La « Révolution du Maïdan » en Ukraine, à partir de la fin novembre 2013, a avivé ses inquiétudes. Cette fois, les mouvements populaires gagnaient l'espace post-soviétique. Début décembre, le Parlement azéri a

30. <https://www.consilium.europa.eu/fr/infographics/towards-stronger-eastern-partnership/>

durci la législation sur les ONG et la police a procédé à l'arrestation de dizaines d'activistes, journalistes, blogueurs, etc.

Dans le même temps, l'aile prorusse du régime azerbaïdjanais lançait une campagne extrêmement critique envers « l'Occident ». Les nationalistes et les pro-occidentaux à l'intérieur du régime s'effaçaient. Le puissant chef de l'administration présidentielle d'alors, Ramiz Mehtiev, se fendait d'un manifeste où il affirmait que Washington cherchait à renverser M. Aliev et qualifiait les ONG de « cinquième colonne³¹ ». La démarche consistait autant à dénoncer les ambitions prêtées aux Américains qu'à démontrer la loyauté du pays à Moscou. Le sort de Mubarak a démontré à M. Aliev que les Occidentaux pourraient l'abandonner si son peuple menaçait de le renverser, alors que M. Poutine lui offre la garantie qu'il le soutiendra jusqu'au bout, comme il l'a fait avec le président ukrainien et, plus tard, avec le président syrien.

Bien que ce soit difficile à prouver, il semblerait, d'après de nombreux témoignages recueillis dans les cercles dirigeants de l'ex-URSS, que le Kremlin construit souvent sa relation avec les ex-républiques soviétiques en offrant un soutien personnel à leurs dirigeants. Un très proche conseiller de l'ancien président géorgien Mikheïl Saakachvili nous a rapporté que lors du premier voyage que celui-ci a effectué à Moscou en février 2004, l'entourage de M. Poutine aurait déclaré à la délégation géorgienne : « Nous ne vous rendrons jamais vos provinces sécessionnistes, oubliez cela. Mais nous pouvons soutenir votre équipe si vous accédez à certaines de nos demandes, comme un droit de regard sur le choix du chef des services de sécurité ou du ministre de la Défense ».

Il est un autre levier important dont Moscou dispose : le conflit dans le Haut-Karabagh est employé pour faire plier Erevan, ce qui fait le jeu de Bakou... et vice-versa. Depuis le printemps 2018, le Kremlin qui se méfie du nouveau pouvoir en Arménie, courtise Bakou³². À la fin de l'année 2019, Mehriban Alieva, « Première dame » et vice-présidente du pays, était reçue en grande pompe à Moscou, bientôt suivie de son époux qui s'entendait répéter que son pays était le bienvenu au sein de l'UEE et de l'OTSC.

Les migrants du travail

Selon beaucoup d'observateurs, le régime azerbaïdjanais est devenu dictatorial après le durcissement politique de 2014. Il est par ailleurs particulièrement corrompu comme en attestent de multiples enquêtes, ainsi que les révélations des *Panama papers* par exemple. Mal gérée, l'économie azerbaïdjanaise reste en plus prisonnière de la rente pétrolière. Certes, le pays a fortement réduit la pauvreté depuis 2001. Cependant, « un nombre considérable d'Azerbaïdjanais sont restés juste au-dessus ou au-dessous du seuil de pauvreté », ces personnes étant « particulièrement vulnérables aux chocs extérieurs »³³.

31. Ramiz Mehtiev, « [Miroporiadok dvoinikh standartov i sovremennyi Azerbaijan](#) » (« L'ordre mondial des doubles standards et l'Azerbaïdjan moderne »), en azéri et russe, 2015.

32. Natalia Konarzewska, « [Azerbaijan-Russia Relations Warm Up](#) », *CACI Analyst*, 3 février 2020.

33. Asian Development bank, « [Country Partnership Strategy: Azerbaijan, 2014-2018](#) », (Poverty analysis – Summary), 2018, p. 2.

Ce contexte politique et économique explique pourquoi l'émigration azerbaïdjanaise de travail est demeurée importante. Les statistiques russes et les analyses d'experts conduisent à penser que plus de 500 000 Azerbaïdjanais gagnent leur vie en Russie et qu'environ deux millions de leurs concitoyens (sur dix) dépendent de l'argent qu'ils leur envoient. La situation est délicate depuis 2014 du fait de la baisse des cours mondiaux du pétrole et des problèmes de l'économie russe liés à la dévaluation du rouble et aux sanctions occidentales.

Ces migrants et leur famille forment un « groupe des plus réceptifs à l'influence russe³⁴ ». Ils utilisent volontiers la langue et les médias russes, deux « outils » que Moscou soutient particulièrement dans ses relations avec Bakou. Pour le régime azerbaïdjanais, laisser ces migrants partir travailler en Russie permet d'assurer la paix sociale. Mais cela rend aussi Bakou dépendante de Moscou. De plus, l'Azerbaïdjan ne faisant pas partie de l'UEE, ses ressortissants ne bénéficient pas des avantages du marché commun eurasiatique de l'emploi. Les migrants sont donc exposés aux aléas des relations politiques russo-azerbaïdjanaises. Au final, malgré sa puissance financière, ou à cause d'elle diront certains, l'Azerbaïdjan se retrouve très vulnérable face aux leviers d'influence russes.

LA GÉORGIE, L'INDOCILE EN QUÊTE DE « NORMALISATION »

Population	3,7 millions d'habitants.
PIB	- 15,5 Mds \$. - 4 068 \$ par habitant par an.
Relations avec la Russie	- Aucune représentation diplomatique entre les deux pays. Fin 2012, Tbilissi et Moscou ont mis en place des représentants spéciaux se rencontrant régulièrement pour discuter de questions économiques et humanitaires. - La Géorgie n'appartient à aucune des organisations internationales dominées par la Russie.
Échanges commerciaux avec la Russie	- 11 % des échanges de la Géorgie (436 millions \$), soit 13 % des exportations et 10,2 % des importations géorgiennes. - 23,8 % des touristes ayant visité la Géorgie en 2018 étaient citoyens de la Fédération de Russie.
Énergie	- Gaz : 5 % importés de Russie (95 % d'Azerbaïdjan).
Migration	- Migrants du travail 2019 : 3 400 enregistrés en Russie. - Recensement russe 2010 : 158 000 Géorgiens ethniques. - <i>Remittances</i> 2019 : 0,4 Mds \$ en provenance de Russie (24 % du total, contre 50 % ces dernières années) – 2,7 % du PIB géorgien.

La Géorgie est le pays du Sud-Caucase aux relations les plus difficiles avec Moscou. Depuis 1991, l'actualité russo-géorgienne est rythmée par les crises : conflits sécessionnistes d'Ossétie du Sud (1991-1992) et d'Abkhazie (1992-1993), où Moscou a joué un rôle clé, tentatives d'assassinat du président Édouard Chevardnadzé qui avait dirigé la diplomatie soviétique pendant la Perestroïka de 1985 à 1990, embargo sur les vins et produits agricoles géorgiens en 2006, jusqu'à la guerre de l'été 2008 qui a fait autour de 500 morts du côté

34. Natalia Konarzewska, « Azerbaijan-Russia... », *ibid.*

géorgien en l'espace de quelques jours. Cette tension permanente vient de ce que Moscou exige un droit de regard sur les orientations géopolitiques géorgiennes, craignant de voir l'OTAN s'installer à ses portes mais aussi sinon d'abord pour garder le contrôle sur son flanc sud, tandis que la stratégie de Tbilissi est tout orientée vers l'affirmation de sa souveraineté et le rapprochement avec les pays occidentaux.

En trois décennies d'indépendance, la Géorgie n'a cessé de chercher à s'extirper de l'emprise russe. Mais les moments de crise avec Moscou sont si forts et si désastreux – ils ont conduit à la perte de contrôle de 20 % du territoire national –, qu'ils contraignent Tbilissi à régulièrement revoir ses ambitions. D'où un mouvement de balancier à la tête de l'État géorgien entre les partisans d'une politique de confrontation avec la Russie, notamment pendant les présidences de Gamsakhourdia (1991-1992) et de Saakachvili (2004-2013), et ceux qui prônent un certain compromis, en particulier sous les présidences de Chevardnadzé (1992-2003) et les mandatures du parti le « Rêve géorgien » depuis 2012.

Aujourd'hui, l'homme fort de la Géorgie est l'oligarque géorgien Bidzina Ivanichvili, également citoyen français, qui règne de façon informelle sans poste officiel. La présidente est Salomé Zourabichvili, une Française issue de la diaspora géorgienne élue fin 2018³⁵. Ivanichvili a certes conservé la stratégie pro-occidentale du pays, mais il a aussi imposé une politique de « normalisation » des relations avec la Russie. Sous sa houlette, le pouvoir géorgien s'emploie à réduire à néant l'héritage politique de l'ancien chef de l'État Mikheil Saakachvili (2004-2013), véritable ennemi n° 1 de M. Poutine. En conséquence, le Kremlin a retrouvé des leviers d'action en Géorgie, où il combine une politique d'influence, *soft et hard power*.

Bidzina Ivanichvili, un oligarque qui joue selon les règles de Moscou

D'aucuns considèrent que M. Ivanichvili est depuis 2012 le principal levier d'influence de Moscou en Géorgie. Si le Kremlin ne peut pas dicter la politique de Tbilissi, il réussit à la faire peu à peu dévier grâce à l'entremise d'Ivanichvili. L'intéressé, qui a amassé 5 milliards de dollars de fortune dans la Russie des années 1990, nie être sujet à des pressions. L'admettre serait suicidaire dans un pays où la moitié de la population estime que la Russie est le principal ennemi³⁶. Il présente sa politique, celle du parti le « Rêve géorgien » créé en 2011 pour renverser par les urnes l'ex-président Saakachvili, comme une « normalisation » des relations avec la Russie, afin de permettre un développement serein du pays.

M. Ivanichvili n'est pas une « créature » du Kremlin dans le jeu politique géorgien au sens où c'est très certainement de sa propre initiative qu'il a décidé de s'y lancer³⁷. Cependant, l'origine russe de sa fortune, acquise dans le contexte chaotique des années

35. Le poste de président de la Géorgie est aujourd'hui essentiellement protocolaire. Le prochain président ne sera d'ailleurs plus élu au suffrage universel, mais par un collège électoral de trois cents membres.

36. Le « Caucasus barometer » ([online datasets](#)) pose régulièrement la question : « Quel est le plus grand ennemi de la Géorgie ? » La Russie est toujours de très loin la première citée, avec 51 % en 2011, 44 % en 2013, 35 % en 2015, 40 % en 2017 et 51 % en 2019.

37. Régis Genté, « [Bidzina Ivanishvili, a man who plays according to Russian rules?](#) », *Caucasus Survey*, 1:1, 2013.

1990, le rend vulnérable aux pressions de Moscou. En effet, une des caractéristiques tout à fait essentielles de la gouvernance de la Russie sous M. Poutine, comme de la plupart des régimes autoritaires et dictatoriaux, est que les oligarques et autres grands acteurs financiers n'agissent pas en acteurs purement privés. Il leur est demandé de rendre des services à l'État ou au moins de ne pas entraver la politique russe, sous peine de voir questionnée l'origine de leur fortune. Il n'y a aucune raison de penser que M. Ivanichvili échappe à la règle. De nombreux indices vont en ce sens, comme la vente de ses actifs « russes » au printemps 2012. Il lui fallait s'en débarrasser car il souhaitait se lancer en politique en Géorgie. Malgré la grande urgence dans laquelle il se trouvait, qui l'aurait obligé à sérieusement revoir ses prétentions financières dans les pays où règnent les règles du marché dans le secteur économique privé, il a pu les céder au « prix normal » du marché et « sans que les autorités russes ne [lui créent] de problèmes », selon ses propres dires³⁸.

Certes, on peut penser que le Kremlin n'exige rien d'Ivanichvili. Ses partisans politiques géorgiens le prétendent, vantant les mérites d'un homme parvenant à contenir les demandes russes tout en maintenant l'orientation pro-occidentale de la Géorgie. Cela est facilité par un contexte fort différent et rendant possible le jeu de faux-semblant : une adhésion de la Géorgie à l'UE ou à l'OTAN paraît inconcevable pour les décennies à venir. M. Ivanichvili affiche une politique pro-occidentale pour garder le contrôle du pays car un virage prorusse provoquerait un « Maïdan » géorgien.

Sous la « direction » de l'oligarque, la Russie retrouve chaque année un peu plus de leviers d'influence. Il a obtenu la réouverture du marché russe aux vins, aux eaux minérales et aux produits agricoles géorgiens en 2013, redonnant à Moscou la possibilité de menacer d'un nouvel embargo comme cela a été le cas en juin 2019. Il a aussi facilité la réintégration d'officiers écartés par le pouvoir précédent du fait du risque de proximité avec l'ennemi, ainsi que l'apparition de mouvements politiques et d'ONG prorusses en Géorgie, par exemple.

Hard power et soft power négatif

Joseph Nye souligne que le *soft power*, auquel nous pouvons adjoindre ici l'influence, n'a d'efficace que s'il est adossé au *hard power*. En Géorgie aujourd'hui, au-delà des leviers d'influence que Moscou a récupérés avec l'arrivée aux commandes d'Ivanichvili, l'arme la plus puissante dont dispose le Kremlin est celle des entités séparatistes. C'est un levier qui est appelé à être permanent, 4 500 officiers, soldats et gardes-frontières russes étant basés dans chacune des deux entités séparatistes géorgiennes, tandis que de l'armement lourd y est déployé depuis 2008. D'importantes manœuvres militaires ont eu lieu en Abkhazie en avril 2019.

38. Régis Genté, « Géorgie, fin d'une époque ? Entretien avec Bidzina Ivanichvili, Premier ministre de la Géorgie », *Politique internationale*, n° 140, été 2013. Cela est aussi confirmé par des enquêtes journalistiques : Marina Maximova, « Bidzina Ivanichvili a vendu ses actifs financiers en Russie » (en russe), *RBC daily newspaper*, 11 mai 2012. Ces enquêtes ont montré que les acheteurs des actifs de M. Ivanichvili étaient soit des personnes faisant partie des cercles politiques les plus influents de Russie (comme le [fils de la présidente du Conseil de la Fédération](#) Valentina Matvienko) soit, selon le journaliste d'investigation Vladimir Ivanidzé (entretiens en 2012-2013), des personnes liées au milliardaire géorgien (ce qui laisse penser qu'il s'agit de prête-noms et que les ventes ne sont que formelles).

Le Service de sécurité de la Géorgie (SSG) estime que les forces militaires russes présentes dans les « régions occupées » constituent la « première menace » pour le pays. Le SSG considère aussi que Moscou utilise ces territoires « pour façonner l'opinion publique sur certaines questions en Géorgie³⁹ ». Ainsi, les gardes-frontières russes posent-ils régulièrement des barbelés sur la ligne d'occupation de l'Ossétie du Sud, créant des tensions dans une Géorgie qui assiste impuissante au grignotage de son territoire et au piétinement de sa souveraineté. C'est ce qui s'est passé le 28 novembre 2013, jour où la Géorgie signait à Vilnius son accord d'association avec l'UE dans le cadre du Partenariat oriental.

Les guerres passées et le contexte socio-politique font que la Russie ne parvient pas à séduire la société géorgienne. Seuls de petits segments de celle-ci sont sensibles aux projets du Kremlin, à son idéologie ou à son offre culturelle. Du coup, divers organes de l'État russe misent sur un *soft power* négatif, qui cherche à séduire par le rejet du modèle opposé, occidental⁴⁰.

C'est une entreprise délicate : les Géorgiens qui rejettent les valeurs occidentales sont aussi souvent antirusses⁴¹. Cela conduit Moscou à se faire le chantre des valeurs « pro-géorgiennes » (sous-entendu anti-occidentales). C'est ainsi que dans le champ politique, M. Ivanichvili a favorisé l'émergence de l'Alliance des patriotes de Géorgie⁴². Ce parti politique, qui est né en 2012 et qui a six députés depuis 2016, affiche des valeurs nationalistes et conservatrices. Il plaide pour la neutralité de la Géorgie, c'est-à-dire pour l'abandon d'un rapprochement avec l'OTAN, un thème qu'il défend à chacune de ses visites à Moscou.

Ces dernières années, le nombre de messages anti-occidentaux a fortement augmenté dans la sphère médiatique et sur les réseaux sociaux de l'Internet géorgien. Ils sont notamment relayés par la radio et la télévision online de l'Alliance des patriotes et par les groupuscules d'extrême droite apparus en force depuis 2018. Ils le sont aussi par l'Église orthodoxe nationale dont c'est un des thèmes favoris depuis longtemps.

L'Église orthodoxe, cheval de Troie de la Russie ?

Le rôle que joue l'Église orthodoxe géorgienne dans les relations entre Moscou et Tbilissi est un excellent exemple des ambiguïtés propres aux leviers d'influence : en jouant sa propre partition, elle peut rendre de grands services à Moscou. D'un côté, cette Église est nationale, fondée au I^{er} siècle après J.-C. et autocéphale depuis le V^e siècle, et elle a bien des réserves à formuler contre la Russie qui occupe les provinces d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, où le patriarche géorgien n'a plus autorité *de facto*. Cette privation d'autorité

39. Voir le [rapport 2019 du SSG](#) présenté devant le parlement national (en géorgien).

40. Hollis Rammer, « [Reconceptualizing Soft Power: Russian Influence in the South Caucasus](#) », *GFSIS*, 2019.

41. Shota Kincha, « [Labelling Georgia's far right 'pro-Russian' is reductionist and counterproductive](#) », *OC-média*, 13 août 2018.

42. En septembre 2018, le milliardaire Zaza Okuashvili a révélé avec force détails que Bidzina Ivanichvili lui avait demandé de financer l'Alliance des patriotes de Géorgie (voir [Interview sur la chaîne Rustavi 2 TV](#) - en géorgien). Dès avril 2012, M. Ivanichvili nous expliquait lors d'un entretien qu'il estimait que ce parti était appelé à jouer un rôle important sur la scène politique géorgienne.

est ressentie d'autant plus douloureusement que pour l'immense majorité des citoyens du pays, être géorgien signifie être membre de l'Église géorgienne.

Mais d'un autre côté, la majorité des clercs de l'Église géorgienne et de sa haute hiérarchie rejettent les valeurs occidentales et libérales. Ceux-ci ne se reconnaissent pas dans l'individualisme ou le culte du plaisir auxquels ils les identifient. De plus, une partie de ces clercs ont été formés en Russie, ce qui amène cette Église à se sentir plus proche des pays orthodoxes. Ainsi la presse religieuse vendue en Géorgie provient-elle souvent de Russie et véhicule, en russe, les visions du monde qui y ont cours.

L'Église se pose aussi en médiatrice du dialogue Moscou-Tbilissi. Le vénéré patriarche de l'Église géorgienne Ilia II a tenté d'entamer des conciliations avec Dmitry Medvedev, alors chef de l'État, lors d'un voyage à Moscou en décembre 2008, seulement quatre mois après que les tanks russes ont envahi son pays. Certes, l'Église géorgienne n'est pas acquise au Kremlin. Mais celui-ci sait combien elle peut être un précieux levier d'influence. D'où les efforts de Moscou pour que le successeur d'Ilia II, âgé de 87 ans, soit le métropolite Shio Moujiri, réputé très prorusse.

CONCLUSION : LA MENACE COMME AVEU D'IMPUISSANCE ?

Certes, la Géorgie est bien sujette à quelques cyberattaques et la guerre de l'information fait aussi rage au Caucase du Sud au moyen des algorithmes des réseaux sociaux. Cependant, l'analyse des leviers d'influence que la Russie utilise dans la région montre qu'elle s'appuie d'abord sur des outils bien connus et éprouvés, qui ne lui sont pas tous propres d'ailleurs. Moscou y jouit d'une grande palette héritée de l'URSS. À écouter nos contacts sur place, il ressort que les plus puissants de ces leviers sont les menaces brandies pour déstabiliser les républiques du Sud-Caucase au moyen des zones de conflits existantes depuis le début des années 1990, le chantage exercé sur les autorités grâce au prix du gaz et l'arme économique en général, le recours aux oligarques qu'elle « tient » d'une façon ou d'une autre.

Toutefois, ces trois pays manifestent tous, à des degrés divers et chacun à leur manière, une forme de défiance à l'égard de la Russie. L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie ont chacune leur relation propre avec la Russie, offrant à celle-ci plus ou moins de leviers d'influence. Chacun se débat seul pour y résister, soutenu ici et là par des partenaires occidentaux, notamment dans la lutte contre la désinformation. Les observateurs et les responsables politiques du Caucase du Sud se montrent pessimistes en ces temps où les pays occidentaux sont moins présents dans la région. Ils savent que la Russie n'abandonnera pas un isthme qu'elle considère comme éminemment stratégique et que c'est essentiellement en s'appuyant sur son *hard power* qu'elle continuera à tenter de le retenir dans sa sphère d'influence.

Cette étude fait clairement apparaître que l'influence de Moscou repose avant tout sur la puissance et la menace militaires. Moscou peine à développer son *soft power* dans le Caucase du Sud, y compris en Arménie alors que chaque habitant loue la Russie pour la

sécurité qu'elle assure à leur pays. Aucun parti prorusse de premier plan n'existe dans la région. Plus la Russie tente de séduire les Caucasiens, plus elle se montre menaçante, moins elle est aimée. Ce cercle vicieux s'est aggravé depuis l'annexion de la Crimée, la guerre dans le Donbass et la militarisation de la mer Noire. L'approche brutale de la Russie est le plus souvent perçue dans le Caucase du Sud comme le signe d'une posture impérialiste et d'une culture politique fascinée par l'usage de la force. Mais on peut aussi se demander si le recours à la menace ne trahit pas une forme de pragmatisme : Moscou qui a peu à offrir à ces ex-républiques soviétiques sait qu'elle a perdu le cœur des peuples du Caucase.

Qu'attendre de l'avenir à court terme pour la région ? Tout porte à penser que la Russie va vouloir sceller une forme de domination sur un Caucase du Sud qui semble ne pas être une priorité pour Washington, l'UE ou l'OTAN. Moscou devrait donc recourir au maximum à ses leviers d'influence traditionnels qui se fondent d'abord sur le *hard power* et qui pourraient susciter des crises régulières dans la région, ainsi que nous avons pu l'observer en 2019 en Géorgie par exemple. Cependant, nombreux sont les facteurs pouvant affecter le cours de la politique extérieure de la Russie (chute des prix du pétrole, sanctions occidentales, relations avec les États-Unis, la Chine ou l'Europe, etc.), ce qui pourrait l'amener elle aussi à ne pas s'investir particulièrement dans la région et à y exercer son influence de façon « molle ».

Régis Genté est un journaliste français installé à Tbilissi et couvrant depuis 2002 l'actualité de l'ancien espace soviétique. Pour *Le Figaro*, Radio France internationale ou le *Bulletin de l'industrie pétrolière*, il couvre en particulier les politiques intérieures et extérieures de la Russie, de l'Ukraine et des républiques du Caucase du Sud et de l'Asie centrale, le rôle des oligarques et autres puissances financières, les questions énergétiques, les conflits sécessionnistes. Il est l'auteur de trois livres, dont *Poutine et le Caucase* (Buchet-Chastel, 2014).

Contact : regisgent@gmail.com